



Conseil économique  
et social

Distr.  
GÉNÉRALE

E/1999/18  
15 avril 1999  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Session de fond de 1999  
Genève, 5-30 juillet 1999  
Point 10 de l'ordre du jour provisoire  
Coopération régionale

COOPÉRATION RÉGIONALE DANS LES DOMAINES ÉCONOMIQUES  
ET DANS LES DOMAINES CONNEXES

Résumé de l'étude sur la situation économique dans la  
région de l'Amérique latine et des Caraïbes, 1998



## RÉSUMÉ

Pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes l'année 1998 restera l'une des plus critiques du passé récent. Les effets catastrophiques de la crise financière internationale survenue en Asie vers le milieu de l'année 1997 a réduit l'accès de la région aux capitaux extérieurs. L'effondrement des prix à l'exportation s'est traduit par une première chute de la valeur des exportations enregistrée par les pays durant la décennie, aggravant le déficit de la balance des paiements courants. Confrontés à cette sombre conjoncture, les responsables de l'économie se sont montrés résolus à faire face à la crise et à ranimer la confiance par des mesures réalistes en matière monétaire, financière et de taux de change.

L'année a également été marquée par des conditions climatiques désastreuses à un point peut-être encore jamais atteint. Ce fut d'abord El Niño qui a touché la région tout entière. Puis sont arrivés les ouragans qui ont ravagé plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Malgré ces bouleversements les économies des pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont donné des résultats relativement satisfaisants, surtout si l'on tient compte du fait que la politique macroéconomique avait pour but essentiel de réaliser et de maintenir la stabilité. Toutefois, le taux moyen de croissance pour la région a diminué de moitié, passant de 5,5% à 2,2% et les perspectives pour 1999 restent sombres. Le chômage a augmenté quoique modérément tandis que la moyenne d'inflation pour la région s'est établie à un peu plus de 10%. Une prudente gestion a permis à la région d'éviter, du moins au cours de l'année, les turbulences des ajustements de taux de change subis par certaines des économies naissantes des pays d'Asie en 1997, et par la Fédération de Russie en 1998. Les secousses ressenties au cours des premiers mois de 1999 montrent que malgré les mérites des réformes structurelles et de la politique macroéconomique adoptées au cours de la décennie, il reste des progrès à faire pour réduire la vulnérabilité extérieure de la région.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
I. INTRODUCTION . . . . .	1 - 7	4
II. POLITIQUE MACROÉCONOMIQUE . . . . .	8 - 23	5
III. RÉSULTATS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE INTÉRIEURE . . . . .	24 - 38	9
IV. SECTEUR EXTÉRIEUR . . . . .	39 - 60	13

/...

## I. Introduction

1. En 1998, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont été confrontés à la grande instabilité de la situation financière et commerciale internationale. Si l'on tient compte de la force des chocs extérieurs qui ont ralenti la croissance et gravement entravé la régulation des comptes financiers et extérieurs, on peut dire que la région a obtenu des résultats assez satisfaisants, tout au moins jusqu'au quatrième trimestre. L'instabilité se ressent pourtant encore car ces chocs ont généralement des effets à retardement. En conséquence les perspectives pour 1999 demeurent très incertaines.

2. Le taux de croissance moyen a brutalement chuté, passant de 5,5% en 1997 à 2,2% en 1998, et cependant, même à ce niveau il dépassait la moyenne générale mondiale qui était de 1,7%. Ces chiffres qui sont des moyennes annuelles ne reflètent pas l'intensification des difficultés économiques qui se sont succédées au fil du temps. Dans la plupart des cas on constate le maintien de taux de croissance élevés au cours des six premiers mois, grâce à l'élan donné par l'expansion économique de 1997, suivis d'une croissance très lente et même d'un recul au cours des deux derniers trimestres. L'emploi a suivi à peu près la même tendance, le taux du chômage étant resté relativement stable au cours du premier semestre pour s'accroître au cours du second. L'aspect le plus frappant des résultats de la région a trait au taux d'inflation qui s'est stabilisé aux environs de 10% durant les deux dernières années, niveau le plus bas depuis 1949. Le déficit des paiements courants s'est sensiblement accentué, passant de 64 milliards de dollars en 1997 à 83 milliards de dollars en 1998, en même temps que les apports de capitaux étrangers chutaient, passant de 80 à 62 milliards de dollars. Grâce à la richesse de ses réserves internationales la région a cependant été en mesure de combler le déficit de sa balance des paiements qui s'élevait à 21 milliards de dollars, et dont la plus grande part incombait au Brésil. Il importe toutefois de signaler que la baisse était due à la réduction du volume des capitaux à court terme et que les entrées de capitaux à long terme ont presque atteint leur niveau record de 1997.

3. Il est intéressant de noter que les types de problèmes qui se sont présentés en 1998 et leurs incidences différaient sensiblement d'une sous-région à l'autre. Pour des raisons propres à chacun des pays qui la composent, l'Amérique du Sud a été très durement touchée. Dans la plupart de ces pays, les prix à l'exportation étaient nettement plus bas, et au Chili, de même qu'au Pérou, les effets de ce tassement se sont aggravés avec la perte des marchés asiatiques. Un autre facteur lié au marché financier tient au fait qu'un certain nombre de ces pays (notamment le Brésil et l'Argentine) sont dotés de marchés boursiers très actifs, ce qui les rend vulnérables aux fluctuations internationales. Par ailleurs, les retombées de la crise brésilienne ont particulièrement frappé les pays du cône Sud.

4. En revanche, le Mexique et la plupart des pays d'Amérique centrale ont pu profiter de l'économie florissante des États-Unis pour accroître le volume de leurs exportations vers ce pays. En outre, contrairement à la tendance de la région qui dans son ensemble accusait une détérioration de son ratio prix à l'importation-prix à l'exportation, les termes de l'échange de la plupart des pays d'Amérique centrale ont été meilleurs qu'en 1997. Bien que certains pays d'Amérique centrale et des Caraïbes aient été dévastés par les ouragans qui ont

ravagé la sous-région à la fin de l'année, les plus gros chocs économiques provoqués par ces catastrophes naturelles ne seront ressentis que plus tard. Le Mexique a lui aussi pâti des bouleversements financiers de l'année mais grâce à sa situation géographique dans l'hémisphère nord, son économie a donné, en termes de croissance, de meilleurs résultats que celle des pays d'Amérique du Sud. Dans les Caraïbes les résultats économiques de l'année ont été médiocres comme en témoigne le taux de croissance moyenne qui pour la sous-région dépassait à peine 1%.

5. Le premier trimestre de 1999 a été assombri par la détérioration de la situation régionale lorsque la dévaluation du real brésilien en janvier a propagé des ondes de choc sur tous les marchés monétaires d'Amérique latine. Ce fait montre que même si la région a relativement bien surmonté la crise internationale durant l'année 1998, il ne faut pas sous-estimer la gravité des difficultés auxquelles se heurtent l'Amérique latine et les Caraïbes. La vulnérabilité de la région aux événements extérieurs, dont la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) s'inquiète de plus en plus, continue de se vérifier dans les secteurs commercial et financier. Les prix à l'exportation restent très bas, et il n'est pas exclu que les réserves ne parviennent pas à remonter. Le coût du financement du déficit courant de ces pays, qui ne cesse de s'accroître, est très élevé du fait que les écarts entre les taux d'intérêt des pays industrialisés appliqués aux émissions d'obligations se sont accrus de plusieurs points tandis que les cotations en bourse se sont effondrées.

6. Simultanément les Gouvernements ont à prendre de graves décisions en ce qui concerne leurs objectifs macroéconomiques. Ils doivent choisir soit le relèvement des taux d'intérêt afin de soutenir leurs taux de change et se protéger contre tout repli notamment dû à l'inflation - ce qui ralentit la production et l'emploi - soit la dévaluation de la monnaie afin de maintenir leur compétitivité sur la scène internationale - ce qui augmente les risques d'inflation et alourdit le service de la dette extérieure, et peut aussi entraîner un tassement des salaires réels. Jusqu'à présent, les Gouvernements ont en majorité choisi la première option, du moins tant que les marchés des changes pourront être convaincus de la viabilité de cette stratégie.

7. Les pronostics semblent indiquer que les difficultés rencontrées durant le second semestre de 1998 se retrouveront en 1999 du moins tout au long du premier semestre. Les mesures d'austérité prises pour maîtriser les déficits des comptes budgétaires et/ou extérieurs ne laisseront que peu de marge à l'expansion, bien que les Gouvernements qui optent pour une importante dévaluation - avec tous les risques que cela comporte - puissent encore stimuler leurs économies en accroissant leurs exportations. Dans l'ensemble les estimations de la CEPALC laissent prévoir que la croissance au cours de l'année sera négative et que l'inflation se maintiendra au dessous de 10% dans la plupart des pays.

## II. Politique macroéconomique

8. L'orientation générale de la politique macroéconomique en 1998 a été marquée par le maintien de l'austérité, ce qui s'explique pour deux raisons. Il y a d'abord eu les répercussions de la crise asiatique qui s'est intensifiée durant le second semestre de l'année après que la Fédération de Russie eut dévalué le rouble et déclaré un moratoire partiel sur le remboursement de sa

dette extérieure. Devant la méfiance des investisseurs à l'égard des marchés nouveaux qui peuvent présenter des risques, les Gouvernements d'Amérique latine ont (à quelques rares exceptions près) tenu à indiquer clairement qu'ils donnaient priorité à la stabilité des taux de change et donc à l'austérité.

9. A ces facteurs s'ajoute l'aggravation des déséquilibres extérieurs, situation qui dure depuis plusieurs années mais qui s'est sensiblement détériorée dans plusieurs pays par suite de la dégradation des termes de l'échange en 1998. Les marchés sont moins enclins à financer ces déficits et les rares crédits disponibles sont devenus de plus en plus chers sans que l'on puisse prévoir un retour à la régression des taux et à l'abondance du crédit qui ont prévalu durant presque toute l'année 1997.

10. Deux événements critiques ont alors marqué un tournant dans la politique macroéconomique. Il s'agit d'abord du brusque changement de cap amorcé en octobre 1997 lorsque les premiers effets de la crise asiatique ont commencé à se faire sérieusement sentir en Amérique latine et que les Gouvernements ont commencé à adopter des politiques financières et monétaires plus prudentes. Ensuite cette nouvelle orientation de la politique économique s'est confirmée et renforcée alors que la crise financière internationale s'aggravait en août et septembre 1998.

#### **Accroissement des déficits budgétaires**

11. Malgré des politiques plus prudentes, le déficit budgétaire moyen (non pondéré) de la région s'est accru d'un point de pourcentage à 2% du produit intérieur brut (PIB) en 1998. Bien que ce chiffre soit encore bas par rapport à ceux des années 1980, il est le plus élevé de la décennie. Ceci tient à la baisse des recettes courantes due au ralentissement de la croissance. A la baisse générale des revenus fiscaux, est venu s'ajouter l'effondrement des prix des produits, notamment dans les pays exportateurs de pétrole (Équateur, Mexique, Trinité-et-Tobago, Venezuela) et les pays exportateurs de métaux (Chili, Jamaïque). On assistait simultanément à une augmentation des dépenses stimulée par le relèvement des taux d'intérêt (Brésil), à un accroissement des budgets sociaux s'accompagnant d'une augmentation des salaires du secteur public et à l'engagement de dépenses extraordinaires nécessitées par les catastrophes naturelles (El Niño au Pérou et en Équateur, ouragans dans les Caraïbes et en Amérique centrale) ainsi qu'à la mise en oeuvre des réformes de la sécurité sociale (Bolivie et Uruguay).

12. En réponse à cette situation qui sévissait déjà en 1997, plusieurs pays (Argentine, Brésil, Colombie, El Salvador et Venezuela) ont augmenté les impôts et renforcé leurs mesures de recouvrement. D'une manière générale les Gouvernements de la région ont procédé à des ajustements sur les dépenses, notamment en réduisant les dépenses d'infrastructure et autres dépenses d'investissement. L'emploi dans le secteur public et la consommation des administrations publiques ont également été réduits dans certains cas, bien que la tendance générale ait été favorable à la protection des dépenses publiques. Ces efforts n'ont cependant pas suffi à contenir les coûts ni à compenser la baisse des revenus si bien que la politique financière a le plus souvent été impuissante à modérer la demande intérieure ou à endiguer l'augmentation des déficits extérieurs.

### Politique de resserrement monétaire

13. Dans ces conditions les contraintes imposées par les ajustements se sont répercutées sur la politique monétaire. L'expansion de la masse monétaire et du crédit ont contribué à la croissance économique durant l'année 1996 et une grande partie de l'année 1997, répondant à la demande accrue de monnaies nationales due à la reconstitution des balances monétaires réelles après la restauration de leur pouvoir d'achat. En octobre 1997 s'est produit un revirement brutal. Après avoir atteint une pointe de 18% en termes réels, le taux moyen de la croissance monétaire a commencé à se tasser et depuis lors n'a cessé de baisser. Il avait presque atteint le niveau zéro en juin et juillet 1998, pour ensuite devenir négatif. Dans plusieurs pays la baisse de la masse monétaire en termes réels a dépassé les 10%.

14. Cette tendance qui a marqué l'année 1998 peut être attribuée à la baisse des avoirs étrangers survenue dans la plupart des pays de la région. Elle n'a pas été compensée par un assouplissement des conditions de crédit internes étant donné que la politique des taux d'intérêt visait à attirer les capitaux étrangers et à protéger la valeur de la monnaie lorsque celle-ci se trouvait menacée. La hausse du coût du crédit a également contribué à réduire l'expansion de la demande intérieure et à l'adapter au ralentissement de la croissance économique.

15. Les taux réels de dépôts dont la moyenne globale a été légèrement négative au début de 1998 en raison de facteurs inflationnistes passagers, ont commencé à monter en avril. La baisse des taux d'inflation a stimulé la montée des taux d'intérêt au cours du deuxième semestre, et la moyenne des dépôts dans la région à la fin de l'année s'établissait à 10%. Dans certains pays, tels que le Brésil, les taux d'intérêt réels étaient nettement supérieurs. Les taux d'intérêt sur les prêts sont restés supérieurs à l'augmentation des taux pratiqués sur les dépôts, si bien que les écarts se sont accentués.

16. D'une manière générale, la politique monétaire a réussi à modérer l'activité économique des pays de la région (dans beaucoup d'entre eux la croissance de la demande intérieure est devenue négative au cours du dernier trimestre de 1998), et à soutenir les monnaies nationales. En conséquence, de nombreux Gouvernements ont dû s'en remettre entièrement aux instruments monétaires pour maintenir l'équilibre; toutefois les coûts financiers ont atteint de nouveaux sommets qui risquent de compromettre les futures perspectives de croissance. Dans les pays à faible secteur financier, la montée des taux d'intérêt réels, conjuguée à un ralentissement de la croissance économique, s'est traduite par un accroissement des prêts non productifs et une nouvelle détérioration des avoirs bancaires. Certains pays ont à nouveau été affectés par des crises bancaires (Equateur, Paraguay) tandis que d'autres avaient plus de mal que prévu à surmonter les conséquences de précédentes situations difficiles (Jamaïque, Mexique).

### La politique des taux de change de plus en plus controversée

17. Avec le resserrement des marchés de prêts tant internationaux qu'intérieurs et le relâchement concomitant des économies de la région, la question de la politique des taux de change est devenue de plus en plus controversée. Les discussions ont porté notamment sur le régime des taux de change lui-même,

/...

l'utilisation des taux de change dans les programmes de stabilisation et la cohérence en matière de gestion de systèmes semi- diversifiés.

18. L'accroissement des déficits extérieurs a accéléré la demande pour les devises fortes. D'une manière générale, cependant, les responsables de l'économie n'ont pas voulu laisser le marché fixer des cours paritaires de crainte que l'incertitude généralisée sur les marchés internationaux ne dégénère en dévaluations incontrôlables. La stabilité financière et la solvabilité interne ont également été prises en considération dans la définition d'un taux de dévaluation acceptable, étant donné que les expériences passées en matière d'apports continus de capitaux étrangers et d'appréciation des monnaies nationales ont eu pour effet d'exposer de nombreux débiteurs aux risques de la volatilité des taux de change. En restreignant les dévaluations nominales on voulait aussi éviter qu'elles ne deviennent incontrôlables.

19. Dans de tels cas les autorités monétaires ont puisé dans leurs réserves pour prévenir des dévaluations excessives et haussé les taux d'intérêt pour éviter la fuite des capitaux. Même au Mexique, l'une des rares économies qui ait un système de taux de change flottants, les autorités sont intervenues énergiquement lorsque la pression a commencé à monter au début du deuxième semestre. Dans certains cas, en particulier au Brésil, cette politique a eu deux graves conséquences: des taux d'intérêt extrêmement élevés et une diminution des réserves. Pour éviter de modifier son régime de taux de change, le Brésil a dû faire appel à un programme international de renflouement coordonné par le Fonds monétaire international. Plusieurs pays ont cependant révisé leur politique en matière de taux de change pour tenir compte de la dévaluation des monnaies, soit en modifiant la plage de flottement contrôlé afin que la pression sur leurs monnaies aboutisse à la fixation d'un taux variable, ou en augmentant le taux de dévaluation anticipée dans le cadre de régimes de parités mobiles.

20. Les progrès réalisés dans la région pour mieux maîtriser la poussée inflationniste et l'augmentation du taux nominal de dévaluation ont corrigé la tendance à la revalorisation de la monnaie marquée tout au long des années 1990 par les taux de change réels. Au cours du deuxième semestre de 1998, on a même noté les signes d'une légère dévalorisation, bien que la mobilité des taux de change et ses causes profondes aient continué de différer sensiblement d'un pays à l'autre.

#### **Progrès des réformes en dépit de l'instabilité de la situation économique**

21. La problématique situation économique qui existait en 1998 n'a pas sérieusement affecté les programmes de réforme structurelle mis en oeuvre dans la région. En fait, un montant record de 40 milliards de dollars en valeur d'actifs a été privatisé en 1998. Le Brésil venait en tête de ces opérations puisque 90% du capital représentaient sa part constituée essentiellement par la vente de la compagnie nationale du téléphone. Un certain nombre d'économies plus modestes de la région, y compris celles de l'Amérique centrale se sont également montrées très actives dans ce domaine. Le processus de privatisation et de concession s'est étendu à de nombreux secteurs allant des télécommunications aux services publics de distribution et aux services postaux. Le marché du travail, la fonction publique et le régime des pensions ont également fait l'objet de réformes.



22. Les réformes des échanges commerciaux ont connu un dynamisme qui ne s'est pas relâché même dans les pays mis en difficulté par l'accroissement des déficits extérieurs. Le Chili par exemple a décidé de baisser ses tarifs extérieurs afin de parvenir à un taux global de 6% d'ici cinq ans, et les pays d'Amérique centrale se sont eux aussi conformés à leur calendrier de réduction des mesures protectionnistes.

23. Les quatre groupements sous-régionaux: le Marché commun du cône Sud (Mercosur), la Communauté andine, la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et le Marché commun centraméricain ont activement poursuivi l'application de leurs accords d'intégration. On s'est surtout efforcé de favoriser une convergence d'action entre ces groupes, la plus grande responsabilité incombant au Mercosur et à la Communauté andine. Les progrès réalisés en ce sens sont encore limités, et il faut tenir compte du fait que la dévaluation de la monnaie brésilienne a encore compliqué la situation au début de 1999. D'autres initiatives ont été prises dans ce domaine, en particulier le lancement de négociations relatives à un accord plus large, à l'échelle de l'hémisphère, en vue de créer d'ici 2005 une zone de libre-échange de toutes les Amériques.

### III. Résultats de l'activité économique intérieure

#### Ralentissement de la croissance régionale

24. La forte expansion de l'activité économique de l'Amérique latine et des Caraïbes en 1997 - l'une des plus spectaculaires des dernières décennies - s'est brusquement enlisée en 1998. Le taux moyen de croissance du PIB en 1998 est estimé à environ 2,2%, c'est à dire plus d'un point de pourcentage de moins que la moyenne des années 1990. Le PIB par habitant devrait augmenter d'environ 0,5% pour dépasser de 1,5% le niveau qu'il avait atteint au début de la décennie. La moyenne régionale a été nettement influencée par le marasme du géant brésilien. Même si l'on exclut le Brésil des calculs, le relâchement est brutal et le taux de croissance tombe de 6% en 1997 à 3,5% en 1998.

25. Ce fléchissement de l'ensemble de l'activité économique est lié aux résultats enregistrés dans 13 des pays de la région (notamment l'Argentine, le Brésil, le Guyana, le Pérou et le Venezuela) où la croissance en 1998 affichait un recul de 3,5 à 7 points par rapport à l'année précédente, bien que le Paraguay et le Venezuela en Amérique latine, et le Guyana et la Jamaïque dans les Caraïbes soient les seuls pays où une réelle contraction ait été relevée sur l'ensemble de l'année. Le Costa Rica a été le seul pays à échapper à cette tendance et à réaliser une meilleure performance que l'année précédente, avec un taux de croissance de 6%, devancé seulement par la République dominicaine qui atteignait 7% pour la troisième année consécutive. Huit pays de la région ont signalé des taux assez élevés, se situant entre 4% et 6%, et sept autres ont atteint des taux variant entre 2% et 4%.

26. La dépression des économies de la région était plus sérieuse que ne le laissent supposer les chiffres ci-dessus car elle s'est aggravée avec le temps. Durant les premiers mois de l'année 1998 ces économies ont continué sur leur lancée de 1997, conservant le même dynamisme, mais dès que les répercussions de la crise financière internationale ont commencé à se faire sentir par une

brusque régression des apports de capitaux - facteur qui, dans certains pays est venu accentuer la nette détérioration des termes de l'échange - l'expansion a commencé à fléchir, pour se trouver au point mort durant les derniers mois de l'année. L'érosion des termes de l'échange a également affecté le revenu national qui, selon les estimations, n'a que tout juste dépassé 1%.

27. Dans la plupart des pays l'investissement a stimulé la croissance, dépassant le PIB. Lorsqu'elle est assimilée à un facteur de production pour l'ensemble de la région cette variable dénote une légère progression par rapport à son niveau de 1997. Étant donné que dans de nombreux cas les Gouvernements ont été amenés à réduire les fonds d'investissement du secteur public dans leur souci de maîtriser les déficits financiers, l'accroissement des investissements est venu surtout du secteur privé où les investissements étrangers directs ont joué un rôle déterminant à cet égard. La consommation s'est développée à peu près au même rythme que la production totale tandis que le volume des exportations a progressé de 8% c'est-à-dire beaucoup plus lentement que dans le passé. Le volume des importations a lui aussi progressé plus lentement qu'auparavant (de 10% contre 26%) mais tout en continuant à dépasser les exportations.

28. La conjoncture défavorable de 1998 s'est manifestement répercutée sur l'activité économique des pays de la région. C'est le Brésil qui détient le record du ralentissement avec un taux de production industrielle ramené à 3% alors qu'il avait dépassé les 4% en 1997. Les résultats ont été médiocres en Argentine également où l'activité industrielle s'est relâchée au cours des derniers mois de 1998 après s'être montrée dynamique au début de l'année. La même tendance se retrouve au Chili, en Colombie et au Venezuela qui tous trois ont montré des signes de forte récession au cours du dernier trimestre. On observe le même scénario au Mexique où le taux de croissance industrielle s'est affaibli en fin d'année alors qu'au cours des neuf premiers mois il atteignait presque 8%. On s'attendait toutefois à ce que cette tendance à la baisse s'accroisse à partir du dernier trimestre de 1998. La situation a été toute différente au Pérou où l'activité a fléchi au cours des deux premiers trimestres après le passage d'El Niño qui a eu des conséquences particulièrement graves sur la production des industries de transformation des produits agricoles et halieutiques. L'activité a repris au cours du deuxième semestre de l'année une fois que les mauvaises conditions climatiques dues à ce phénomène se furent dissipées.

29. Dans un certain nombre de pays en 1998 l'activité économique a souffert de l'action d'El Niño qui a provoqué des sécheresses et des inondations particulièrement désastreuses pour l'agriculture. Les habitations, les infrastructures sociales et les installations de production ont été détruites ou endommagées par de fortes inondations sur le littoral au Pérou et en Équateur et en divers endroits en Argentine, au Chili, au Brésil et au Paraguay. Les pêcheries ont également pâti de ce phénomène. Durant les derniers mois de 1998, l'Amérique centrale et les Caraïbes ont été touchées par deux ouragans qui ont fait d'énormes ravages. Le Honduras et le Nicaragua ont été particulièrement frappés par l'ouragan Mitch, qui a également causé des dégâts au Guatemala et en El Salvador. Les premières évaluations ont chiffré les pertes directes et indirectes à plus de 7 milliards de dollars.

### **Perspectives peu encourageantes pour 1999**

30. La croissance économique de l'Amérique latine devrait s'affaiblir davantage encore en 1999 par le contrecoup de la crise économique internationale qui persiste, et celui des politiques d'ajustement que les pays ont commencé à mettre en oeuvre afin de faire face à cette crise. Les prix à l'exportation resteront bas au moins pour quelques mois encore, ce qui aura des répercussions négatives sur la balance des paiements et les comptes financiers. Il faudra donc recourir à des mesures d'ajustement macroéconomiques qui entraîneront une contraction de l'activité économique. Dans certains pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, ces facteurs seront amplifiés par les effets des ouragans et d'autres conditions climatiques également catastrophiques qui ont sévi durant le deuxième semestre de 1998. Ces phénomènes ont sérieusement porté atteinte à des activités économiques vitales, et les contrecoups s'en feront sentir encore un certain temps.

31. Le taux général de croissance de la région devrait être légèrement négatif étant donné qu'il n'a dépassé 5% que dans un seul pays et compte tenu de la baisse du niveau d'activité de quatre des 19 économies considérées. La crise du Brésil va être lourde de conséquences pour les partenaires commerciaux du Mercosur, en particulier l'Argentine.

### **Stabilisation de l'inflation à son bas niveau de 1997**

32. En dépit d'une diminution sensible de l'inflation entre 1990 et 1997, le taux régional n'a baissé que marginalement en 1998. On a observé une chute spectaculaire ces dernières années lorsque l'inflation est tombée de 882% en 1993 à 335% en 1994, 26% en 1995, 18% en 1996 et 10,3% en 1997. Pour 1998 le taux sur 12 mois (jusqu'en décembre) est estimé à 10,2%, le chiffre le plus bas atteint en 50 ans. L'importance du taux moyen est renforcée par le fait que 13 des 22 pays considérés avaient des taux d'inflation inférieurs à 10%. Par ailleurs, dans la plupart des pays le taux a chuté ou est resté bas; seuls l'Équateur, le Nicaragua et le Paraguay ont enregistré des hausses notables. Bien qu'il soit passé de 38% à 30% le taux du Venezuela est resté élevé en comparaison des tendances actuellement observées dans la région, et n'a été distancé que par l'Équateur où les prix ont augmenté de 43%.

33. L'Argentine a continué comme au cours des deux années précédentes à présenter les meilleurs résultats, avec une inflation quasiment nulle. Le Brésil a renforcé ses mesures anti-inflationnistes et après avoir connu une inflation à quatre chiffres à la fin des années 80 et au début des années 90, il avait ramené son taux d'inflation à 2,5% en 1998. Les plus importants progrès ont été réalisés en République dominicaine, en Haïti et en Uruguay. Dans le cas de l'Uruguay le taux d'inflation pourrait bien se révéler le plus bas depuis 1957. Les dévaluations de monnaies ont été la principale cause d'inflation dans un certain nombre de pays (Équateur, Nicaragua et Paraguay).

34. L'importante décélération de l'inflation observée dans les années 1990 était principalement due à un changement dans les politiques économiques des dernières années. La lutte contre l'inflation est devenue la priorité absolue de la politique macroéconomique et cet effort est allé de pair avec les réformes structurelles et une conjoncture internationale favorable jusqu'au milieu de l'année 1997. Les problèmes financiers préjudiciables à l'économie mondiale en

1998 n'ont pas eu de trop fortes répercussions sur les prix intérieurs. A part les exceptions mentionnées précédemment, les dévaluations n'ont pas non plus provoqué de hausses sensibles des prix, étant donné les politiques monétaires restrictives qui étaient en vigueur et la récession qui existait dans divers pays de la région.

#### **Le revirement des marchés du travail**

35. Le ralentissement de la croissance économique en 1998 s'est traduit par une poussée du chômage qui, d'une moyenne régionale de 7,3% en 1997, est passé à 7,9% en 1998. Cette montée du chômage tenait en premier lieu à la détérioration du marché du travail au Brésil et en Colombie où le chômage a sensiblement augmenté. Par contre, grâce à une croissance relativement rapide - même si elle est plus lente que l'année précédente - le taux moyen annuel de chômage des pays de la région a été stationnaire ou même inférieur. La diminution du nombre de demandeurs d'emploi était notable en Argentine, à la Barbade, en République dominicaine, au Mexique, au Nicaragua, à Trinité-et-Tobago et en Uruguay. Il importe de signaler cependant que tous ces pays, à l'exception du Mexique, ont encore un taux de chômage égal ou supérieur à 10%.

36. Durant le deuxième semestre le ralentissement de la croissance dans de nombreux pays a commencé à se manifester sur le marché du travail. En conséquence, le taux moyen non pondéré de l'emploi (dans les pays sur lesquels on disposait d'informations) qui avait nettement augmenté durant le deuxième semestre de 1997 et modérément durant le premier semestre de 1998, a accusé un léger recul. En ce qui concerne le taux moyen pondéré de l'emploi, la tendance était toute différente, présentant une importante réduction au cours de la première partie de l'année 1997, et une réduction modérée pour le reste de l'année, et l'influence du Brésil où dominait la première tendance était évidente.

37. L'emploi était généralement en baisse. D'une manière spécifique la demande de main-d'oeuvre a diminué dans divers secteurs structurés dont l'activité avait été touchée par les problèmes provenant du secteur extérieur et par les ajustements. C'est le cas par exemple au Chili pour l'industrie extractive, la sylviculture, les pêcheries et l'industrie du bâtiment. Dans certains pays dévastés par les catastrophes naturelles, des emplois ont été supprimés dans l'agriculture comme au Honduras dans les plantations de bananes. Dans la plupart des pays la réduction du nombre d'emplois a touché le secteur manufacturier par suite du ralentissement de la demande intérieure, de la concurrence et des plans de restructuration à faible intensité de main d'oeuvre. En 1998, la création d'emplois s'est donc concentrée dans les secteurs non structurés de l'économie. Toutefois, dans certains pays, comme le Mexique, le dynamisme de l'économie a conduit à la création d'un nombre important d'emplois dans les secteurs structurés.

38. Dans le contexte d'une baisse de la demande de main-d'oeuvre, les salaires réels du secteur structuré ont stagné ou ont diminué dans la plupart des pays. En fait, parmi les pays sur lesquels on dispose d'informations, seuls le Chili et l'Uruguay ont enregistré des augmentations de plus de 1%.

#### IV. Secteur extérieur

##### Le déficit des comptes courants continue de s'accroître

39. Les effets conjugués d'une crise financière internationale et de catastrophes climatiques ont contribué dans la plupart des pays à affaiblir la position du secteur extérieur, et les déficits des comptes courants se sont accentués. Pour l'ensemble de la région le déficit est passé de 2% du PIB en 1996 à plus de 3% en 1997 pour atteindre 4% en 1998, bien que ce chiffre ait été augmenté par la dévaluation des monnaies de nombreux pays, qui a entraîné la baisse du PIB exprimé en dollars. Les déficits des comptes courants restaient proches de la moyenne régionale dans les trois principales économies (Argentine, Brésil et Mexique), mais ont atteint des niveaux approchant ou dépassant 7% du PIB au Chili et dans les pays andins à l'exception du Venezuela.

40. L'aggravation du déficit des comptes courants de l'Amérique latine et des Caraïbes en 1998 est liée à une détérioration prononcée de la balance commerciale, les services factoriels ayant peu varié. Alors que le rapatriement des bénéfices a continué de s'accroître, les paiements d'intérêts par contre n'ont que très peu augmenté. En 1998, à la différence de 1997, la région a dû recourir aux réserves internationales et à des facilités de financement compensatoire à concurrence d'un montant total de 21 milliards de dollars pour couvrir son déficit du compte courant. La diminution des réserves était particulièrement notable au Brésil, au Chili et au Venezuela, et dans une proportion moindre au Pérou et en Colombie. Certains autres pays par contre ont réussi à accroître leurs réserves, notamment l'Argentine et le Mexique.

41. La détérioration des comptes courants et de la balance commerciale a continué pour des raisons cependant différentes de ce qu'elles étaient les années précédentes. Alors que dans les années passées l'écart entre les importations et les exportations était dû à une recrudescence des importations, en 1998 il provenait surtout d'un affaiblissement de la valeur des exportations.

##### Ralentissement des exportations

42. La valeur des exportations régionales de marchandises s'est érodée, quoique marginalement, pour la première fois en 12 ans. Par comparaison avec l'année précédente ce revirement était lié à la chute brutale des prix qui n'a pu être entièrement compensée en raison du ralentissement des exportations.

43. Pour la région, les valeurs unitaires à l'exportation ont baissé en moyenne de plus de 8%, reflétant la brusque chute des prix des marchandises sur les marchés mondiaux, fortement influencés par la crise financière qui a commencé à se déclencher en Asie durant la première moitié de l'année 1997. Les prix des matières premières tant en ce qui concerne les produits miniers que les produits agricoles ont été particulièrement touchés. L'indice moyen des prix établi par la CEPALC indique pour l'année précédente une baisse de 15% sur les prix des produits miniers et des boissons tropicales, et de plus de 10% sur les denrées alimentaires et les produits agricoles de base. Au cours du premier trimestre de 1999, les prix de nombreux produits ont en outre continué de chuter.

44. Le prix du pétrole a diminué de moitié entre octobre 1997 et décembre 1998, atteignant son cours le plus bas en douze ans. On comprend de ce fait pourquoi

/...

le Venezuela a connu la plus forte baisse (25%) de la valeur unitaire à l'exportation. Au Chili et au Pérou les baisses ont varié entre 13% et 14%. Ces deux pays ont durement pâti de la baisse des cours des métaux, notamment du cuivre. En Colombie et au Paraguay les pertes se sont chiffrées à près de 10%; dans d'autres pays elles ont été moindres mais tout de même substantielles. Dans les pays d'Amérique centrale les valeurs unitaires à l'exportation ont légèrement baissé ou sont restées inchangées. Les cours de la banane sont demeurés fermes et la chute des cours du café ne s'est pas tout de suite reflétée dans les contrats de vente. Les pays des Caraïbes ont été plus ou moins atteints: Trinité-et-Tobago a subi des pertes, correspondant à environ 2% du PIB, dans le secteur des exportations d'hydrocarbures et de produits pétrochimiques; quant au Guyana et à la Jamaïque c'est la baisse des prix de la bauxite qui les a touchés.

45. La majorité des pays ont réussi, dans une certaine mesure, à compenser la chute des prix par l'expansion du volume des exportations, néanmoins la croissance ne s'est pas montrée aussi dynamique que les années précédentes, ayant été freinée par les difficultés des pays importateurs. La réduction de la demande était le plus manifeste dans les économies asiatiques, ce qui a nettement diminué les recettes d'exportations du Chili et du Pérou notamment. Le marasme économique d'autres pays tels que le Brésil, débouché important pour les autres pays exportateurs de la région, est aussi un facteur à prendre en considération. La bonne santé de l'économie des États-Unis a par contre profité notamment au Mexique, qui est membre de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

46. Par ailleurs, les chiffres préliminaires donnent à penser que les exportations de produits manufacturés ont obtenu les meilleurs résultats dans quelques pays de la région et aidé à amortir le choc de la baisse des cours des produits de base, qui constituent la plus grosse part des exportations de la région. Ces tendances diverses confirment comme on le supposait que les exportations vers les autres marchés de la région ont de nouveau progressé plus rapidement que les exportations vers les autres régions du monde. Les données disponibles jusqu'à présent semblent indiquer une nette tendance dans ce sens en ce qui concerne la communauté andine et le Marché commun centraméricain; quant aux pays du Mercosur ils ont subi les contrecoups du marasme brésilien sur leurs exportations.

#### **Ralentissement des importations et détérioration des termes de l'échange**

47. Les importations se sont ralenties dans toute la région en raison du recul de la demande intérieure et de la dépréciation des monnaies survenue pour la première fois dans de nombreux pays. L'ajustement le plus radical a été effectué par le Brésil, seul pays ou presque chez lequel le volume des importations ait réellement faibli. Au Brésil comme d'ailleurs dans d'autres économies importantes, le flux des importations est demeuré dense au cours des premiers mois de l'année mais s'est progressivement amenuisé au fur et à mesure que la situation économique se dégradait. Pour l'ensemble de la région le volume des importations s'est accru de 11%, ce qui ne correspond même pas à la moitié du chiffre de l'année précédente, mais est proche du pourcentage de 1996.

48. En termes de valeur la réduction est encore plus considérable du fait que les prix des produits importés ont fortement baissé dans toute la région. L'une

des raisons en est la baisse mondiale des prix des produits manufacturés qui reflète une érosion des prix des matières premières et une concurrence plus serrée liée à la dévaluation des monnaies asiatiques; au même moment les pays de la région ont payé moins cher leurs importations de pétrole et d'autres matières premières. En conséquence la facture des importations de marchandises n'a augmenté que d'environ 5% pour la région après deux ans de forte expansion. L'épargne de monnaies a été particulièrement importante sur les achats de pétrole et de gaz; la facture de pétrole et de gaz de la plupart des pays importateurs de pétrole pour lesquels on dispose d'informations était de 20 à 40% moins élevée que l'année précédente.

49. Les importations se sont ralenties en partie parce qu'il était devenu plus difficile de les financer en raison des restrictions afférentes aux emprunts extérieurs et à la contraction du pouvoir d'achat des recettes d'exportation. Ce dernier n'a gagné qu'un peu plus de 3% pour la région par suite de la faible croissance des volumes d'exportations combinée à la détérioration des termes de l'échange.

50. La détérioration des termes de l'échange pour la région était toutefois limitée à 4% grâce à la baisse considérable des prix à l'importation. Si près de la moitié des pays ont pâti de la détérioration des termes de l'échange, les autres ont constaté que la baisse des prix à l'importation avait plus que compensé la baisse des prix de leurs exportations. Les pays d'Amérique centrale, l'Uruguay et la République dominicaine ont été les principaux bénéficiaires de cette situation car l'incidence de l'amélioration des termes de l'échange était équivalente à au moins 1% de leur PIB; pour le Honduras ce chiffre était de 3% et de 4% pour le Nicaragua. Les principaux perdants par contre, étaient les pays exportateurs de pétrole (Équateur, Trinité-et-Tobago et surtout Venezuela) et de métaux (Chili, Jamaïque, Guyana). Les pertes liées aux termes de l'échange ont dépassé 5% du PIB au Venezuela et 2% au Chili et en Equateur. Au Brésil les deux tendances se sont neutralisées.

51. L'effet global net de la variation des termes de l'échange pour la région était négatif et s'élevait à plus de 10 milliards de dollars, ce qui représente près de la moitié des réserves internationales perdues par la région en 1998 et 0,5% du PIB de la région pour l'année.

#### **Ralentissement des entrées de capitaux**

52. L'impact de la crise financière internationale sur les apports de capitaux en Amérique latine, déjà observable dans certains pays de la région durant le quatrième trimestre de 1997, s'est accentué en 1998, spécialement à partir du mois d'août au moment où la région a commencé à ressentir les effets de la dévaluation du rouble et du moratoire unilatéral décrété par la Fédération de Russie sur le remboursement de sa dette. En 1998 les entrées de capitaux en Amérique latine ne s'élevaient qu'à 62 milliards de dollars contre 80 milliards en 1997 (ce qui représente en pourcentage du PIB une baisse de 4,2% à 3,2%). Les entrées de capitaux autonomes ont diminué dans plus de la moitié des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Le Brésil, le Chili et le Pérou ont été parmi les plus sévèrement touchés; le Venezuela a continué d'enregistrer des sorties nettes. Cinq autres pays, notamment l'Argentine, ont réussi à accroître leur financement extérieur.

53. En 1998 ce sont en grande partie les capitaux à moyen et long terme, en particulier les investissements étrangers directs qui ont continué à dominer le financement extérieur. Les emprunts auprès d'organisations multilatérales ont pris une importance accrue dans plusieurs pays sans compter les engagements de prêts substantiels dont le versement est différé jusqu'en 1999. En revanche on a constaté des sorties de capitaux à court terme et une forte baisse des investissements boursiers dans la plupart des pays de la région. Cette baisse s'est produite surtout entre août et octobre 1998 en même temps que l'exode des capitaux à court terme, notamment du Brésil.

54. Les investissements étrangers directs dans la région se sont maintenus à leur très haut niveau de 1997 qui atteignait 57 milliards de dollars. Dans neuf pays d'Amérique latine les investissements étrangers directs ont à nouveau comblé plus de la moitié du déficit courant de la balance des paiements. Le principal bénéficiaire en a été le Brésil auquel revenait un montant record de 22,5 milliards de dollars provenant essentiellement de la privatisation du système des télécommunications, la plus grosse vente de ce type jamais effectuée dans l'histoire de l'Amérique latine. Bien que les flux vers l'Argentine, le Chili, la Colombie et le Mexique se soient ralentis, ils ont néanmoins contribué à financer une grosse part du déficit du compte courant. Les investissements directs ont également été importants dans certains pays d'Amérique centrale, notamment El Salvador et le Guatemala.

55. Les émissions d'obligations durant le premier semestre de 1998 se sont élevées à 28 milliards de dollars en montant brut, chiffre analogue à celui de la première moitié de 1997. Ces émissions ont surtout eu lieu en Argentine, au Brésil, au Mexique et au Venezuela. Le coût du financement extérieur n'a pas augmenté considérablement durant le premier semestre. Vers la fin du mois d'août cependant, le coût du financement sur le marché secondaire est monté en flèche à presque 15% l'an, et la tendance s'est partiellement inversée durant les derniers mois de l'année. L'augmentation du coût a dissuadé les Gouvernements et sociétés de la région d'émettre de nouvelles obligations entre août et octobre 1998. Ce n'est qu'en novembre que le Gouvernement argentin a fait un essai avec une émission d'un milliard de dollars, la première grande émission de la région depuis l'intensification de la crise internationale en août; elle a été suivie d'une émission de 1,5 million de dollars par Pemex au Mexique. En conséquence de la morosité qui a marqué le deuxième semestre, la valeur totale des émissions pour l'année (38 milliards de dollars) était de 30% inférieure à celle de 1997. Cette situation a persisté au cours du premier trimestre de 1999, sauf au Mexique.

56. Les crédits bancaires dans la région n'ont augmenté que de 5% dans la première moitié de 1998, et les prêts se sont entièrement concentrés dans le premier trimestre. Depuis le déclenchement de la crise asiatique en octobre 1997, les prêts syndiqués ont quelquefois été les seules possibilités de crédit ouvertes à certains pays d'Amérique latine. Ils ont en outre offert de meilleures conditions que les obligations. Toutefois, le financement syndiqué a été très sélectif, ne s'adressant qu'à quelques Gouvernements et sociétés de la région. Par contre, le crédit-fournisseur principale composante de la dette à court terme dans la majorité des économies, a continué d'être accordé comme de coutume.



57. La crise financière internationale a déprimé les cours des places boursières; entre octobre 1977 et la mi-septembre 1998 les places boursières de la région ont toutes enregistré des baisses. Durant cette période l'indice régional a chuté de 50% (taux cumulatif) après plusieurs années de hausse. Bien qu'à la mi-septembre l'indice boursier ait commencé à remonter, il n'avait pas encore recouvré en décembre 1998 son niveau du début de 1996. L'investissement étranger dans les valeurs boursières constitue donc l'une des composantes les plus lourdement touchées durant l'année 1998. Avant septembre 1998 il avait chuté de 10 milliards de dollars dans les pays pour lesquels on dispose d'informations. L'un des éléments de l'investissement boursier, les émissions de certificats américains de dépôt de titres, qui en 1997 totalisaient 5 milliards de dollars, étaient tombées en 1998 au niveau insignifiant de 164 millions de dollars.

#### **Accroissement accéléré de la dette extérieure**

58. En 1998 la dette extérieure de la région est montée jusqu'à 700 milliards de dollars, ce qui représente un taux nominal de 7%, soit une accélération plus rapide que celle des dernières années et analogue à l'accroissement enregistré en 1995. Cette augmentation n'a pas été uniformément répartie mais on pouvait généralement l'attribuer à la progression de la dette extérieure de quelques pays, notamment l'Argentine, le Brésil et le Chili. Au Chili l'accroissement s'explique par l'alourdissement des emprunts du secteur privé, tandis qu'en Argentine l'expansion de la dette du secteur public était le principal facteur. Dans d'autres pays la progression de l'endettement extérieur n'était pas considérable et certains l'ont peut-être réellement réduit en termes nominaux.

59. Pour la première fois dans les années 1990, les indicateurs relatifs au fardeau de la dette extérieure de la région ont révélé une aggravation très nette de la situation due principalement à la stagnation des exportations de biens et de services. Par exemple le ratio intérêts échus-exportations de biens et de services est passé de 14,3% à 15,2% et le ratio dette extérieure-exportations de biens et de services est passé de 194% à 209%. Malgré la détérioration généralisée les indicateurs relatifs à la dette étaient encore, pour la moitié des pays, considérés comme acceptables. Pour les autres pays, en particulier en Amérique centrale, les indicateurs sont restés une source de préoccupation.

60. S'agissant de la renégociation de la dette, en 1998 un programme d'allègement de la dette a été mis sur pied en Bolivie dans le cadre de l'initiative concernant les pays pauvres très endettés. C'est également au titre de cette initiative que le Fonds monétaire international, la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale ont annoncé qu'ils envisageaient la possibilité d'un programme d'allègement de la dette extérieure du Nicaragua et du Honduras.

Amérique latine et Caraïbes: Évolution du produit intérieur brut total  
 (En pourcentage de variation sur la base de valeurs aux prix de 1995)

	Taux annuels de variation								Taux annuel moyen	
	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 <sup>a</sup>	1981-90 <sup>b</sup>	1991-98
Amérique latine & Caraïbes <sup>c</sup>	3,8	3,2	3,8	5,8	1,0	3,6	5,5	2,2	1,0	3,6
Amérique latine & Caraïbes (Brésil non compris)	5,7	5,4	3,4	5,5	-1,0	4,1	6,6	3,5	...	4,1
Total partiel (19 pays) <sup>d</sup>	3,8	3,2	3,9	5,8	1,0	3,6	5,5	2,2	1,0	3,6
Total partiel (19 pays - Brésil non compris)	5,8	5,5	3,5	5,5	-1,1	4,1	6,6	3,5	...	4,2
Argentine	10,0	8,9	5,8	8,3	-3,1	4,4	8,0	4,2	-0,7	5,7
Bolivie	5,4	1,7	4,2	4,8	4,7	4,4	4,2	4,7	0,2	4,3
Brésil	1,0	-0,3	4,5	6,2	4,2	2,9	3,8	0,2	1,3	2,8
Chili	7,3	11,0	6,6	5,1	9,1	6,8	6,4	3,3	3,0	6,9
Colombie	1,6	3,9	4,5	6,3	5,4	2,0	3,2	0,2	3,7	3,4
Costa Rica	2,2	7,1	5,8	4,3	2,2	-0,5	3,4	6,2	2,2	3,8
Cuba <sup>e</sup>	-	-	-	0,6	2,4	7,8	2,5	1,5	3,7	-3,1
Equateur	5,0	3,0	2,2	4,4	3,0	2,3	3,9	0,8	1,7	3,1
El Salvador	2,8	7,3	6,4	6,0	6,2	1,9	4,0	3,4	-0,4	4,7
Guatemala	3,7	4,9	4,0	4,1	5,0	3,0	4,3	4,7	0,9	4,2
Haiti	0,1	-	-2,2	-8,3	5,0	2,8	1,3	2,9	-0,5	-1,7
Honduras	2,7	5,8	7,1	-1,9	3,7	3,8	5,1	3,0	2,4	3,6
Mexique	4,2	3,7	1,7	4,6	6,2	5,5	7,1	4,8	1,8	3,1
Nicaragua	0,3	0,8	-0,4	4,0	4,5	4,8	5,5	4,0	-1,5	2,8
Panama	9,0	8,2	5,3	3,1	1,9	2,7	4,9	3,9	1,4	4,8
Paraguay	2,5	1,7	4,0	3,0	4,5	1,1	2,4	-1,0	3,0	2,3
Pérou	2,0	-0,6	6,0	14,7	8,8	2,2	8,2	0,7	-1,2	5,3
République dominicaine	0,8	6,4	2,0	4,3	4,5	6,8	7,1	7,3	2,4	4,9
Uruguay	2,9	7,4	3,1	5,5	-2,0	5,0	5,0	4,0	0,0	3,8
Venezuela	10,6	7,1	-0,5	-3,8	5,5	-0,9	5,5	0,7	-0,7	2,7
Total partiel Caraïbes <sup>d</sup>	1,7	1,0	0,4	3,4	2,4	3,0	1,9	1,2	0,1	1,7
Antigua & Barbuda	4,1	1,0	3,5	4,8	-4,3	5,5	4,6	...	6,1	2,7 <sup>f</sup>
Barbade	-3,5	-5,4	1,0	3,6	2,5	5,1	3,0	2,0	1,1	1,0
Bélice	3,2	8,9	4,0	1,6	3,5	1,1	4,4	1,4	4,5	3,5
Dominique	2,6	3,0	2,2	2,1	2,3	2,9	2,4	2,4	4,4	2,5
Grenade	3,7	1,0	-1,1	3,4	3,0	3,2	4,7	5,9	4,9	3,0
Guyana	10,2	11,2	3,1	17,7	2,4	9,2	6,1	-1,6	-2,9	7,1
Jamaïque	0,3	2,5	1,8	1,9	1,7	-0,5	-2,3	-3,5	2,2	0,2
Saint-Kitts-et-Nevis	3,4	3,6	6,7	3,3	3,1	5,5	...	...	5,8	4,3 <sup>g</sup>
Sainte-Lucie	-2,0	7,3	0,4	1,9	0,7	0,5	0,9	1,9	6,8	1,4
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,1	8,9	-0,3	-3,3	8,3	1,4	2,2	...	6,5	2,4 <sup>f</sup>
Suriname	3,5	-1,7	-	-2,3	-4,7	8,7	5,0	...	0,5	0,4 <sup>f</sup>
Trinité-et-Tobago	3,5	-1,1	-1,2	4,2	4,1	4,5	4,0	5,0	-2,6	2,8

Source: Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur la base de chiffres officiels convertis en dollars aux prix constants de 1995.

Note: Compte non tenu, dans les totaux et totaux partiels, des pays pour lesquels on ne dispose pas d'informations.

- a/ Estimations préliminaires.
- b/ Calculé sur la base de valeurs en prix constants de 1990.
- c/ Cuba non compris.
- d/ Calculé sur la base de prix constants en monnaie nationale.
- e/ Sur la base de la valeur approchée au coût des facteurs.
- f/ 1991-1997.
- g/ 1991-1996.